

Future Positive, International Co-operation in the 21st Century. EDWARDS, Michael. London, Earthscan Publications, 2001, 292 p.

Bertrand Lang

Volume 34, Number 1, mars 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006943ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006943ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lang, B. (2003). Review of [Future Positive, International Co-operation in the 21st Century. EDWARDS, Michael. London, Earthscan Publications, 2001, 292 p.]. *Études internationales*, 34(1), 155–157. <https://doi.org/10.7202/006943ar>

ententes régionales de l'hémisphère ont adopté la clause du traitement national et celle de la transparence. Quant à la clause de la nation la plus favorisée, elle est également adoptée par toutes ces ententes, à l'exception du CARICOM. Sur le point de stratégie de négociation des services, on retrouve généralement deux approches : i) une approche de liste positive (on nomme les stratégies de services sujets à une libéralisation) ; ii) une approche de liste négative (on libéralise tous les services sauf ceux qui sont annexés à l'Accord). Stephenson indique qu'à l'instar du GATS, l'approche de liste positive est suivie seulement par le MERCOSUR. Toutes les autres ententes sauf le CARICOM, ont adopté l'approche de la liste négative. Stephenson en vient à identifier trois défis pour la conclusion d'un traité sur la ZLÉA. Le premier est de s'entendre sur l'approche de libéralisation (liste positive vs négative). Le deuxième est de savoir s'il faut aller au-delà des efforts présents de libéralisation. Enfin, il importe de rendre compatibles les règles de libéralisation des services et celles sur l'investissement.

La quatrième partie de l'ouvrage examine les démarches entreprises entre le lancement des négociations du Sommet des Amériques à Santiago en avril 1998 et la rencontre des chefs d'État dans la ville de Québec en avril 2001 et débouche sur des considérations d'interdépendance en Amérique. Le projet du libre-échange est appelé à incorporer non seulement des thèmes économiques, mais aussi diverses préoccupations dont la défense de la démocratie et des droits de l'homme, la lutte à la corruption, les trafics de drogue, et

bien entendu de la coopération entre les états membres.

Cet ouvrage, dirigé par José Salazar-Xirinachs et Maryse Robert demeure important tant pour les décideurs de politiques commerciales que pour les professeurs, les chercheurs, et les étudiants intéressés à l'intégration économique régionale. En peu de pages (334), il nous donne toutes les informations requises pour suivre l'origine et l'évolution de quatorze ententes régionales en Amérique et pour formuler notre propre analyse sur une éventuelle grande zone de libre-échange dans ce continent.

Emmanuel NYAHOHO

*École nationale d'administration publique
Université du Québec, Montréal*

Future Positive, International Co-operation in the 21st Century.

*EDWARDS, Michael. London, Earthscan
Publications, 2001, 292 p.*

Le titre du livre indique très précisément le sujet de l'ouvrage. Il s'agit de dégager les principes de la coopération internationale, telle qu'elle devrait se mettre en place, en vue de la prospérité et de la paix.

Tout le développement de l'auteur se fonde sur un axiome de base: l'isolement est source de déclin ; la prospérité passe nécessairement par le contact, l'échange et la coopération. Par-delà le principe, l'effectivité de cette coopération s'appuie sur une philosophie de l'action de type utilitariste : le bien-être de chacun dépend de notre environnement, de nos rapports avec les autres. Aussi, coopérer, c'est en premier lieu chercher sa propre satisfaction.

L'exigence de la coopération internationale étant ainsi posée, il s'agit alors, pour l'auteur, premièrement de faire le bilan de ce qui est et a été en matière de coopération et en fonction des enseignements tirés de cette analyse rétrospective, d'en tirer secondairement des conclusions pratiques pour pouvoir mettre en place, pour demain, et dès aujourd'hui, la coopération la plus efficace et la plus rentable.

Aussi, le livre est divisé en deux parties : l'état des lieux et les propositions pour l'avenir.

Les enseignements de ce qui a été pratiqué jusqu'à ce jour se dégagent d'une triple analyse. Le premier regard suit la chronologie de l'évolution de la coopération internationale depuis 1945. Selon un deuxième point de vue, il importe de réaliser une étude comparative, entre les diverses régions du monde, de la corrélation entre aide internationale et développement. Sous un troisième angle, le bilan de la coopération internationale apparaît à partir de celui des interventions humanitaires.

Ainsi, l'auteur débouche sur des conclusions en demi-teintes, un bilan mitigé, qui démontrent que l'on peut faire mieux.

Sans aucun doute retiendrons-nous de ces pages quelques idées importantes.

En matière d'aide et de coopération internationale il n'existe pas de réponse à caractère universel. La seule chose qui soit partagée par tous, c'est la lutte contre la pauvreté et la violence. Concrètement, il importe de tenir compte des cultures et des contextes locaux. Par ailleurs le fac-

teur principal des pays émergents n'est pas l'aide directe. Il faut donner à ces pays l'environnement favorable à leur émancipation en les laissant définir leur propre méthode et leur propre plan. La coopération ne consiste pas, pour les pays les plus riches, à imposer des modèles, mais simplement à dégager des lignes directrices. Ainsi, en conclusion, il apparaît que depuis 1945 prévaut une approche technocratique et simplificatrice. Aussi sommes-nous mal préparés à affronter la complexité, en particulier dans des conditions de changements rapides et importants.

Après ce travail en forme de bilan, l'auteur propose dans la deuxième partie de son ouvrage de dégager de nouvelles voies pour améliorer la coopération internationale. Cette coopération signifie pour lui, s'inscrire dans le cadre de la globalisation qui est potentiellement porteuse d'avancées pour tous ; la question majeure étant son aménagement. Il s'agit ainsi, d'exploiter le potentiel de croissance du capitalisme tout en réduisant son coût social et environnemental. L'objectif est donc de préserver le dynamisme du marché et de la liberté d'entreprendre en aménageant la distribution des biens et en particulier des surplus.

La coopération à mettre en place doit rompre avec la philosophie paternaliste de la charité au Tiers monde. Il faut définir une conception qualitative et non quantitative de l'aide dans le cadre d'une vision à long terme. En effet, le progrès à long terme ne découle pas de la sommation de succès à court terme.

Par-delà certains aspects pratiques de cette nouvelle forme de coo-

pération, l'auteur aborde deux problèmes, sans conteste de grande importance, au regard du sujet de la coopération internationale.

Il importe de se demander sur quels rapports de pouvoir doit s'établir la coopération internationale. Pour l'auteur, il est essentiel de ne pas laisser les seuls États la définir. Pour le bien de tous, elle doit être orchestrée sur la base d'une gouvernance mondiale qui mêle acteurs publics et privés, action combinée des gouvernements, des entreprises et des sociétés civiles.

Soit ; et même si l'auteur insiste sur le caractère nécessaire de cette coopération dans le monde d'aujourd'hui, l'intégration du marché imposant de coordonner les réponses à apporter aux questions sociales et environnementales, encore faut-il convaincre les opinions publiques de cet impératif.

L'auteur reconnaît que cette nouvelle coopération qu'il décrit, implique un nécessaire changement des mentalités. Pour mobiliser les individus en faveur de cette coopération internationale, il faut convaincre les gens que les gains à tirer, pour eux, de cette coopération sont supérieurs à ceux d'une absence de coopération.

Sans aucun doute, plus que sur l'initiative des décideurs, l'auteur compte sur la mobilisation des peuples. Il importe donc de faire évoluer les comportements de chacun d'entre nous et la coopération prendra une forme optimum quand sera reconnu qu'il s'agit là, pour nous tous, d'un état d'esprit au quotidien.

Souhaitons donc aux idées développées par Michael Edwards la plus large diffusion possible.

Bertrand LANG

Université René Descartes, Paris V

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

Conflict Escalation and Decision Making.

*HALLER, Ludger. Francfort, Peter Lang,
2001, 144 p.*

Conflict Escalation and Decision Making est une étude exhaustive et bien définie de la littérature sur les processus de prise de décision qui sous-tendent l'escalade des conflits. Le livre est tiré de la thèse de doctorat de Haller et, donc, s'appuie substantiellement sur les classiques du domaine de la gestion de conflits et de la prise de décision en temps de crise. L'ouvrage a recours à une approche scientifique s'appuyant à la fois sur des évaluations macro et micro des processus de prise de décision. Cette approche suggère que les résultats du processus de prise de décision sont le produit d'un amalgame d'éléments aléatoires et de régularités discernables. Les régularités peuvent être détectées et comprises grâce à une analyse systématique où interviennent à la fois des études de cas et des méthodes quantitatives, ainsi que des analyses aux niveaux macro et micro.

S'appuyant, entre autres, sur des idées de Brechner, Maoz et James, l'auteur aborde trois questions : a) quelle est la relation entre les choix individuels de prise de décision et la structure des éléments de l'escalade